

LES AUTOCHTONES ET L'HISTOIRE

Colloque annuel des jeunes chercheurs
30 avril et 1^{er} mai 2009

Programme

Université du Québec à Montréal
Pavillon J.-A.-De Sève (DS)
320, rue Sainte-Catherine Est, Montréal
Salle DS-1950

PROGRAMME

JEUDI 30 AVRIL

9 h 30 Accueil

10 h 30 Mot de bienvenue

MAXIME GOHIER / Coordonnateur de la Chaire de recherche du Canada sur la question territoriale autochtone, UQAM

10 h 45 – 12 h 00 Séance 1

RENOUVELLEMENT HISTORIOGRAPHIQUE

Président : JEAN-PHILIPPE WARREN, Département de sociologie et d'anthropologie, Université Concordia

Sortir l'éducation des écoles : portrait historiographique de l'éducation autochtone aux États-Unis et au Canada

MATHIEU CHAURETTE / Maîtrise en histoire, UQAM

Objet et science confrontés : les études rupestres d'Amérique du Nord

EMILY ROYER / Maîtrise en études des arts, UQAM

12 h 00 – 14 h 00 Dîner

14 h 00 – 15 h 30 Séance 2

LA CULTURE POLITIQUE EN HISTOIRE AUTOCHTONE

Président : ALAIN BEAULIEU, Département d'histoire, UQAM

Évolution contemporaine des modes de représentation et d'action collectives des sociétés autochtones du Québec et ses retombées sur le rapport au politique

ANNIE CÔTÉ / Doctorat en sociologie, UQAM

La crise d'Oka de 1990 : mutation des politiques en matière de gestion des revendications autochtones, 1985-2001

ÉMILIE GUILBEAULT-CAYER / Maîtrise en histoire (terminée), Université Laval

La chefferie indienne au XIX^e siècle : une institution en mutation

MAXIME GOHIER / Doctorat en histoire, UQAM

15 h 30 – 15 h 45 Pause

15 h 45 – 16 h 45 Séance 3

LES AUTOCHTONES, L'HISTOIRE ET LE TERRITOIRE

Président : DENYS DELÂGE, Professeur émérite, Département de sociologie, Université Laval

“The Consequences of this Promiscuous Ownership”: Indigenous Land Tenure at Kahnawake, 1850-1900

DANIEL RUECK / Doctorat en histoire, Université McGill

L'évolution de la recherche en toponymie autochtone

PHILIPPE CHARLAND / Chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada sur la question territoriale autochtone, UQAM

VENDREDI 1^{er} MAI

9 h 00 Accueil

9 h 30 – 10 h 30 Séance 4

IDENTITE ET HISTOIRE

Président : JONATHAN LAINEY / Archiviste responsable des Archives autochtones, Bibliothèque et Archives Canada

Le mythe de l'« Indiano » pour les jeunes italiens. Deux cas d'études

MICHELANGELO GIAMPAOLI / Doctorat en ethnologie et anthropologie, Università degli Studi di Perugia, Perugia (Italie)

Les « aborigènes » de l'Inde : mythes d'autochtonie et légendes royales

RAPHAEL ROUSSELEAU / Chargé de cours, l'Université de Lausanne (Suisse)

10 h 30 – 10 h 45 Pause

10 h 45 – 11 h 45 Séance 5

LA CONSCIENCE HISTORIQUE DES AUTOCHTONES

Présidente : STÉPHANIE CHAFFRAY, Stagiaire postdoctorale, CREQTA, UQAM

Rewriting Aboriginal Women's History: A Comparative Analysis of Selected Works

CHRISTINE BAILLARGEON / Maîtrise en mondialisation et développement international, Université d'Ottawa

Peter Paul Osunkhirhine : une vision autochtone des transformations culturelles dans la première moitié du XIX^e siècle

STÉPHANIE BOUTEVIN / Doctorat en histoire et anthropologie, UQAM et EHESS (France)

11 h 45 – 13 h 30 Dîner

13 h 30 – 15 h 00 Séance 6

ENJEUX CONTEMPORAINS DE L'ECRITURE D'HISTOIRE

Président : MARTIN PAPILLON / École d'études politiques, Université d'Ottawa

L'histoire s'applique : analyse du travail de l'historien pour le ministère des Affaires indiennes

STÉPHANIE BÉREAU / Stage postdoctoral, Université Concordia

Incompatibilité apparente, compatibilité réelle des versions autochtones et des versions occidentales de l'histoire : l'exemple cri

CECIL CHABOT / Doctorat en histoire, Université d'Ottawa

Du Nord canadien au Nord québécois : réflexion sur la provincialisation de l'histoire autochtone

ÉMILIE DUCHARME / Maîtrise en histoire (terminée), UQAM

BRIAN GETTLER / Doctorat en histoire, UQAM

15 h 00 – 15 h 15 Pause

15 h 15 – 16 h 15 Séance 6

TABLE RONDE : LES AUTOCHTONES ET LE DROIT DANS UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Président : JEAN-PHILIPPE GARNEAU, Professeur au Département d'histoire, UQAM

ALAIN BEAULIEU / Professeur au Département d'histoire, UQAM

DENYS DELÂGE / Professeur émérite au Département de sociologie, Université Laval

JEAN LECLAIR / Professeur à la Faculté de droit, Université de Montréal

16 h 15 Mot de clôture

BRIAN GETTLER / Coordonnateur de la Chaire de recherche du Canada sur la question territoriale autochtone, UQAM

16 h 30 Vin d'honneur

Séance 1

RENOUVELLEMENT HISTORIOGRAPHIQUE

Mathieu Chaurette / Sortir l'éducation des écoles : portrait historiographique de l'éducation autochtone aux États-Unis et au Canada.

Depuis les années 1960, plusieurs revendications des mouvements autochtones se sont traduites par des compensations financières pour les torts subis par les communautés. Probablement une des expériences les plus dévastatrices, qui a entraîné de nombreuses poursuites contre des communautés religieuses et les gouvernements, a été la période des « boarding schools » ou pensionnats. Cette période a grandement marqué l'imaginaire de la population nord-américaine en général, et aussi celui des historiens. On connaît relativement bien les conséquences dévastatrices qu'ont eues ces écoles sur les autochtones, mais que connaissons-nous de plus sur l'éducation des Premières Nations?

Il sera question dans cette communication de faire un portrait de l'historiographie des quarante dernières années, portant sur l'éducation autochtone. L'analyse des travaux réalisés au Canada et aux États-Unis sur ce sujet, nous permet de constater deux phénomènes importants. Premièrement, on remarque que le débat historique entourant la question éducative amérindienne est plutôt replié sur lui-même. En effet, peu d'études ont été menées afin de mettre en relief l'éducation autochtone avec d'autres thèmes tels : la politique, l'Église ou l'éducation des immigrants. Les historiens ont axé leurs propos sur les conséquences directes des écoles, souvent sans essayer de comprendre le contexte plus large dans lequel s'inscrivait la question scolaire. Ce phénomène tend toutefois à changer vers la fin des années 1990. Ensuite, surtout aux États-Unis, on constate que les historiens ont mis l'accent sur l'éducation traditionnelle des Premières Nations. Plusieurs travaux ont analysé les mécanismes autochtones de transmission du savoir en rapport avec ceux amenés par les écoles blanches, et ont démontré leur incompatibilité. En contrepartie, aucune étude n'a analysé l'importance de l'éducation blanche pour les Amérindiens. L'historiographie ne nous permet pas de comprendre ce qui a poussé plusieurs autochtones à valoriser et à défendre l'éducation européenne auprès de leur communauté.

Deux causes peuvent expliquer le choix des approches utilisées par les historiens concernant ce sujet. D'abord, la contemporanéité des revendications autochtones concernant les « boarding schools » ou pensionnats. Les travaux historiques ont majoritairement suivis le propos des revendications en tendant à démontrer l'impact négatif, voir dévastateur du système scolaire mis en place pour les autochtones. Ensuite, l'influence des historiens autochtones américains, et plus spécifiquement de ceux qui ont écrit sur l'éducation, a eu un impact sur la production historique. Cette influence a amené les historiens à porter une attention particulière à l'éducation traditionnelle des Premières Nations. Ce phénomène est plus marqué aux États-Unis qu'au Canada. Toutefois, de façon générale, l'historiographie des deux pays se distingue relativement peu.

Emily Royer / Objet et science confrontés: les études rupestres d'Amérique du Nord

L'art rupestre autochtone est une composante éloquente de l'héritage culturel des Premières nations. Ces compositions peintes à l'ocre rouge, gravées ou même sculptées sur des supports rocheux par les ancêtres des communautés autochtones actuelles sont des traces tangibles du paysage sacré ancestral. Dès les premières explorations dans le Nouveau Monde, les voyageurs européens notèrent dans leur carnet ces mystérieux symboles immortalisés dans la nature. Or,

pendant de nombreuses années, ces oeuvres demeurèrent ignorées par la population et même par la communauté scientifique en général. Alors que l'art rupestre paléolithique européen est sérieusement documenté par les chercheurs depuis le 19^e siècle, en Amérique du Nord, cette forme immémoriale d'art n'est devenue un sujet d'étude légitime qu'à partir des années 1990. En effet, depuis cette date, les archéologues développent de nouvelles approches et techniques axées sur la mise en contexte des données et se montrent davantage soucieux des préoccupations relatives au respect et à la compréhension du patrimoine autochtone. Ce renouvellement disciplinaire semble favorable à l'étude de l'art rupestre. De plus, le décloisonnement des champs scientifiques des dernières années stimule les recherches en la matière, invitant les spécialistes de divers domaines à s'y intéresser.

Constatant cette soudaine popularité de la recherche en art rupestre d'Amérique du Nord, la présente communication sera l'occasion d'explorer la mise à l'écart de ce type d'artefacts par les chercheurs depuis le 19^e siècle. Pourquoi ces témoins visuels du paysage culturel ancestral amérindien furent-ils, jusqu'à la seconde moitié du 20^e siècle, exclus des recherches en archéologie et en histoire de l'art? Quelles caractéristiques de ces oeuvres *in situ* et quels obstacles théoriques expliquent le rejet de ces biens culturels non occidentaux par la science traditionnelle en Amérique du Nord?

Séance 2

LA CULTURE POLITIQUE EN HISTOIRE AUTOCHTONE

Annie Côté / Évolution contemporaine des modes de représentation et d'action collectives des sociétés autochtones du Québec et ses retombées sur le rapport au politique.

Cette communication expose les résultats partiels d'une recherche consacrée aux transformations des modes de représentation et d'action collectives à l'œuvre dans les sociétés autochtones du Québec. Plus précisément, l'étude porte sur les conditions sociohistoriques qui ont présidé leur évolution au cours des trois dernières décennies. Sur le plan analytique, nous examinons surtout les différentes figures de la conflictualité – institutionnelles et informelles – qui se cristallisent, entre autres, dans le rapport au politique (qui comprend le rapport à l'État et le rapport à la société civile).

S'appuyant sur les cas des communautés inuit et cris, cette communication entreprend également une synthèse critique des théories de l'action collective dans une perspective spécifique : celle de la capacité explicative de ces modèles théoriques au regard de la portée et des limites de leur projection dans les espaces publics des sociétés autochtones.

Plusieurs travaux anthropologiques ont porté sur les modes de socialisation des sociétés autochtones. D'autres, issus du corpus en sciences politiques, ont privilégié la question de leur intégration juridique au sein du régime de citoyenneté. Notons que peu de travaux sociologiques se sont intéressés aux phases marquantes qui ont jalonné l'évolution du rapport à l'État, et encore moins le rapport à la société civile et aux mouvements sociaux qui la caractérisent. Pourtant, de nouveaux enjeux se sont imposés ces dernières années autour desquels les principales revendications des sociétés autochtones se sont forgées. Par exemple, l'instrumentalisation récente, par les sociétés autochtones, du champ de la représentation et de l'action internationales (ONU, OIT) pour appuyer leurs revendications a permis de créer des réseaux transnationaux de solidarité.

Ce dernier constat est particulièrement important, car il dénote une certaine rupture qui clive de plus en plus le rapport des sociétés autochtones au politique. Alors qu'auparavant ce rapport s'articulait exclusivement autour d'un face-à-face univoque et fragilisant avec l'État, il se

présente aujourd'hui sous des figures nouvelles et porteuses d'impacts conséquents politiquement: à l'exemple de ce rapport aux mouvements sociaux (environnementalisme, syndicalisme, etc.) et à certains acteurs politiques influents de la société civile, ou des représentations collectives dirigées vers les instances internationales (extensions de la société civile?) *ad hoc*. L'émergence de ces récentes figures a redéfini le rapport au politique en raison, notamment, de leur forte contribution à l'émancipation politique des sociétés autochtones de ce long et si difficile face-à-face historique avec l'État.

Émilie Guilbeault-Cayer / La crise d'Oka de 1990 : mutation des politiques en matière de gestion des revendications autochtones, 1985-2001

La crise d'Oka de 1990 choque et échauffe les esprits des Québécois, autant parmi la population que ses dirigeants, qui se retrouvent aux prises avec un conflit sans précédent dans l'histoire du Québec. Que révèle cette crise sur les politiques de l'État québécois en matière de gestion des conflits et comment a-t-elle favorisé un changement de ces politiques ? Quel rôle tient cette crise dans la perception actuelle des revendications autochtones ? Afin de répondre à ces questions, la présente communication entend analyser la crise d'Oka sous l'angle de la culture politique. En étudiant les décisions politiques prises lors de ce conflit par la lougnette du trinôme diagnostic-pronostic-thérapie, élément de la prise de décision politique et composante de la culture politique québécoise, il est possible de dégager des tendances dans les décisions des dirigeants pour résoudre des situations bien précises, ainsi que de mettre au jour les motivations et réflexions qui ont engendré ces actions. Ce processus scientifique de prise de décision politique a pour but la conservation de la légitimité de l'État québécois devant un sujet impopulaire tant parmi les citoyens et citoyennes que parmi les dirigeants.

En considérant la crise d'Oka comme le catalyseur d'un mouvement de responsabilisation du discours, il semble qu'elle révèle une incompréhension des revendications amérindiennes par les dirigeants de l'État québécois, découlant des failles dans la politique de *Reconnaissance des onze nations* en 1985; qui plus est, elle suscite une prise de conscience révélant un potentiel de violence très élevé chez certaines nations amérindiennes, poussant le gouvernement du Québec à faire plusieurs efforts sur le plan de ses politiques et de ses actions sur le terrain, pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise, efforts qui aboutiront en 2001 à la « Paix des Braves ».

Maxime Gohier / La chefferie indienne au XIX^e siècle : une institution en mutation

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les sociétés autochtones du Québec ont connu une transformation rapide de leur mode de vie. La fin des conflits coloniaux, l'avancement rapide de la colonisation et le développement d'une société industrielle ont largement modifié l'activité économique des communautés autochtones, entraînant inévitablement des chamboulements dans leurs rapports sociaux. Si le processus de « réduction » des Amérindiens qui a accompagné cette transformation a fait l'objet de nombreuses études au cours des quarante dernières années, on connaît pourtant mal son impact sur l'organisation interne des communautés autochtones, sur leur rapport à la sphère politique.

La présente communication entend précisément étudier l'évolution de l'institution politique autochtone par excellence : la chefferie. L'objectif sera de mettre en lumière les tensions qui existaient au sujet de l'autorité des chefs ainsi que les stratégies déployées par ces derniers pour maintenir leur autorité. Cette étude se basera sur l'analyse de nombreuses pétitions présentées par les Amérindiens domiciliés de la vallée du Saint-Laurent aux autorités coloniales et métropolitaines. Ce sera moins l'objet des pétitions qui retiendra ici l'attention que les luttes qu'elles trahissent autour de la structuration du pouvoir. En analysant l'identité des signataires des pétitions, les formes d'autorités (matérielles et symboliques) qu'ils invoquent pour légitimer leurs requêtes, et les stratégies d'opposition qu'ils adoptent à l'égard d'autres groupes, nous

tâcherons de souligner le rôle des acteurs locaux (chefs traditionnels, guerriers, femmes) dans ces luttes, de même que l'influence du contexte politique bas-canadien sur leur issue.

Séance 3 LES AUTOCHTONES, L'HISTOIRE ET LE TERRITOIRE

Daniel Rueck / “The Consequences of this Promiscuous Ownership”: Indigenous Land Tenure at Kahnawake 1850-1900.

There are at least two things most Canadians believe about the historical relationship between First Nations and land: first, that they owned land communally or had no concept of ownership at all, and second, that they lived in harmony with nature. In this paper I address both of these assumptions in the context of Kahnawake, a Mohawk community on Montreal's south shore, during a fifty year period of massive economic, cultural, and environmental change.

Under extraordinary pressure by Ottawa to align their laws with those of Quebec and Canada, Kahnawake Mohawks nevertheless maintained a set of highly irregular land practices well into the twentieth century. Based on an analysis of nineteenth-century land surveys and Indian Affairs correspondence, I argue that Mohawk land ownership custom had important advantages over its Canadian counterpart both for people and for other living things. Though Kahnawake custom did not prevent a small number of people from owning a large part of the land, it did limit what an owner could do with it, and gave the poor access to resources on land owned by others.

Mohawk custom also played a part in creating a landscape of impressive ecological diversity that sustained the population of Kahnawake in a multitude of ways. This paper includes the findings and maps of a GIS (Geographical Information Systems) analysis of the Kahnawake territory in 1885. While Ottawa did not entirely succeed in its express purpose of extinguishing them, the data collected during the effort sheds light on Mohawk land ownership practices and their ecological effects.

Philippe Charland / L'évolution de la recherche en toponymie autochtone

Depuis l'apparition du langage, l'être humain s'est orienté en nommant ce qui l'entourait dans l'espace. Sujet de première importance, la toponymie n'est passée au niveau de science qu'à la fin du XIX^e siècle, lorsque les états se sont intéressés à son utilisation en tant que marqueur de l'espace et de l'histoire. Dès lors, la signification des toponymes a pris une importance pour les états qui recherchaient, à travers cela, à s'appropriier le territoire en officialisant la toponymie en place ou en la transformant. Dans la même foulée, les états de l'Amérique se sont mis à étudier leur propre toponymie, à la différence que les marqueurs de l'espace présents ici référaient à la présence autochtone. Le Québec n'a pas échappé au mouvement et la toponymie est devenue un sujet d'étude autant qu'un élément de contrôle territorial.

Cette présentation se propose de retracer l'évolution de la recherche sur la toponymie autochtone à travers son histoire, passant des premiers balbutiements de la recherche, au renouveau des années 1960, pour finir avec l'état actuel de la recherche. Nous pourrions constater, à travers cet historique, l'instrumentalisation dont a été victime la toponymie autochtone, mais aussi que la technologie dans ce domaine est devenue très utile et permet d'éviter certaines erreurs du passé; toutefois, nous pourrions aussi constater que les vieilles erreurs sont coriaces et continuent de se multiplier.

Séance 4 IDENTITÉ ET HISTOIRE

Michelangelo Giampaoli / Le mythe de l' « Indiano » pour les jeunes Italiens. Deux cas d'études

À partir des années soixante-dix, parallèlement au mouvement visant à réhumaniser et à restituer une dignité aux Autochtones d'Amérique du Nord, l'image de l' « Indien » arrive en Italie véhiculée par le biais des nouvelles productions hollywoodiennes et de certains livres et bandes dessinées parus durant la même période. Cette image – qui reste donc stéréotypée – devient rapidement un symbole et une référence régulière au sein de deux mouvements différents de rassemblement des jeunes italiens : la « droite » italienne – composée de jeunes qui se perçoivent comme des héritiers du fascisme – et les Ultras, les supporters les plus acharnés des équipes de foot.

En partie isolés, jugés et persécutés par le nouvel État italien « démocratique », ces deux groupes de jeunes ne se sentent pas représentés dans la vie sociale italienne et y occupent plutôt une place marginale. Bien qu'ils ne soient pas forcément liés l'un à l'autre, ils finissent néanmoins par récupérer le même symbole – celui de l'Indien – de même que certaines caractéristiques perçues comme « typiques » – résistance, courage et capacité à lutter jusqu'au bout même dans des conditions défavorables – pour répondre au même sentiment de marginalité et d'hostilité par rapport à l'ordre établi par l'État italien.

L'étude proposée analyse donc de façon détaillée – à partir d'une enquête sur le terrain – ces deux formes d'appropriation d'une image de l'Autochtone de l'Amérique du Nord, qui ne résulte aucunement d'une réelle connaissance historique, géographique ou culturelle des Premières Nations. Au contraire, ce qui fascine et suscite l'intérêt, au sein de ces deux catégories de jeunes italiens, est l'image cinématographique, romancée, héroïque et très mythifiée que le cinéma et la littérature ont contribué à créer, peut-être naïvement, de ce côté de l'Océan Atlantique.

Raphael Rousseleau / Les « aborigènes » de l'Inde : mythes d'autochtonie et légendes royales

Ādivāsī, ou « premiers habitants », est un autre nom des groupes sociaux que la Constitution de l'Inde nomme les « Tribus Enregistrées » (*Scheduled Tribes*). Ce sont des populations rurales, sinon montagnardes, parlant des langues dites munda, dravidiennes et tibéto-birmanes, par contraste avec les castes majoritaires parlant des langues de la famille indo-européenne (Hindi, Bengali, etc.).

Ces groupes sont souvent présentés comme fondateurs dans la littérature indienne ancienne, mais aussi comme « sans histoire » dans la littérature contemporaine, sous l'influence des écrits orientalistes et anthropologiques de la fin du XIX^e siècle. Au contraire de ces conceptions fixistes, l'archéologie et l'ethnohistoire (confrontant données historiques et observations des structures ethnographiques) montre que des royaumes indiens étaient présents, à l'époque médiévale, dans de nombreuses régions tribales, et que l'organisation sociale et la culture de ces groupes en ont été partiellement influencés. Plusieurs ont également migré. L'intervention proposée explorera cependant surtout la façon dont les tribus du sud de l'Orissa (Inde orientale) présentent le passé et les transformations historiques dans leurs mythes et évocations rituelles. Il s'agira donc de préciser le 'régime d'historicité' de ces groupes, qui fait intervenir tant des rois qu'un couple d'ancêtres fondateurs, ainsi que le thème de la sortie hors de la surface de la terre.

Séance 5 LA CONSCIENCE HISTORIQUE DES AUTOCHTONES

Christine Baillargeon / *Rewriting Aboriginal Women's History: A Comparative Analysis of Selected Works*

My presentation will explore the evolution of aboriginal women's role in governance, motherhood, sexuality and spirituality. It will point to the impacts of colonization on these roles, on women's identity and on communities' gendered values. It will focus on a selection of academic works, authored by three prominent Aboriginal women activists in Canada: Sharon Donna McIvor, Patricia A. Monture and Kim Anderson. Their writings address the multiple injustices faced by Aboriginal women, past and present. The authors' methods for claiming individual and collective rights range widely, from spreading awareness, to taking legal action, to reviving traditional ways.

These authors all take issue with the way Aboriginal women have been typically presented and stereotyped in Canadian historical literature and mass media. They aim to clarify Aboriginal women's 'pre-contact' roles: how they had authority over the distribution of food and goods, property issues, land ownership, and how they played an active role in politics. In one of her articles, 'Powerful History of Native Women,' Kim Anderson quotes Marilou Awiakta, a Cherokee/Appalachian, who asks what ever happened to the balance that once existed among her people and the respect afforded to women in positions of political authority.

Throughout much of their works, Monture, Anderson and McIvor discuss the need to bring balance to Native communities. They focus on the impacts of colonization because they want to emphasize the fact that many positive elements of Aboriginal cultural traditions were eradicated or forgotten, especially with regard to women's roles. These aboriginal women scholars show how such teachings, values and beliefs should be revived to help heal the wounds of colonization and to give hope for a better future.

Stéphanie Boutevin / *Peter Paul Osunkhirine : une vision autochtone des transformations culturelles dans la première moitié du XIX^e siècle*

Majoritairement de tradition orale, jusqu'à une époque relativement récente, les communautés autochtones d'Amérique du Nord n'ont généralement laissé derrière elles, pour toute trace de leur histoire, que les témoignages ou les rapports officiels des colonisateurs. Ces documents, par définition très subjectifs, ont largement influencé la production historiographique, contribuant à construire une image romantique de l'Amérindien, présenté en victime passive des transformations culturelles et sociopolitiques du monde qui l'entoure, tout au long des années post-contact. N'étant, pour ainsi dire, jamais l'auteur de sa version de l'histoire, l'autochtone est prisonnier d'un carcan d'idées projetées sur lui par les autres, lui enlevant toute capacité de choix et de part active dans les transformations historiques.

La présente communication cherche précisément à renverser cette perspective, en analysant les écrits de Peter Paul Osunkhirine, un Abénaquis de Saint-François-du-Lac, qui occupa un rôle important dans sa communauté durant la première moitié du XIX^e siècle. Diplômé du Dartmouth Collège, Osunkhirine appartenait à une organisation religieuse protestante, sise à Boston, avec laquelle il a entretenu une correspondance nourrie durant près de trente ans. Aujourd'hui conservées par la *United Church of Canada*, à Toronto, ces lettres permettent d'avoir une vision originale de la situation des Amérindiens de Saint-François à cette époque charnière de l'histoire de la colonisation.

Enseignant puis directeur d'une école protestante dans son village natal, Osunkhirine exerça son ministère en concurrence avec les prêtres catholiques de la mission et il se présentait lui-

même comme un agent du changement. À travers sa correspondance, on voit un homme qui incarne à la fois la rupture par rapport aux visions plus traditionnelles de sa communauté, mais aussi le progrès, avec sa volonté d’alphabétiser ses semblables, tout en s’écartant du chemin tracé par les premiers missionnaires. Son témoignage est, de ce fait, des plus originaux car il permet de donner une image nouvelle et beaucoup plus active de la transformation culturelle des autochtones, en l’occurrence des Abénaquis, dans la première moitié du XIX^e siècle.

Séance 6

ENJEUX CONTEMPORAINS DE L’ÉCRITURE DE L’HISTOIRE

Stéphanie Béreau / L’Histoire s’applique. Analyse du travail de l’historien pour le ministère des Affaires indiennes

Mandaté par un organisme public comme le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC), l’historien chercheur est aux prises avec les problèmes particuliers que lui posent et imposent souvent les contrats qui lui sont confiés. Il utilise ses compétences et met en pratique sa formation d’historien pour documenter les dossiers qu’il doit traiter, mais, de manière plus ou moins directe, il doit également « s’appliquer », c’est-à-dire être pertinent pour/répondre aux exigences de son mandataire. Oscillant entre appliquer et s’appliquer, l’historien fait donc face à d’importants défis. C’est sur cette question des enjeux qui se posent au chercheur que portera notre communication.

En nous appuyant sur notre expérience professionnelle de consultante indépendante, nous présenterons le cadre général des recherches en histoire pour le compte du ministère des Affaires indiennes. Secteur en plein développement non seulement au Canada mais aussi au Québec, la recherche en histoire autochtone commanditée par le MAINC fait travailler un nombre important d’historiens : quel type de travail le ministère attend-il de leur part ? Pourquoi leur contribution est-elle nécessaire ? Comment leur travail est-il utilisé ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre en nous focalisant essentiellement sur le cas de l’histoire appliquée au contexte québécois.

Cette nécessaire introduction du contexte de travail de l’historien nous conduira à une analyse plus approfondie des problèmes inhérents à la pratique historique dans le cadre particulier de recherches commanditées par un ministère. À travers l’étude des impératifs liés aux mandats de recherche, à l’utilisation de concepts juridiques appliqués à la recherche historique ou encore à travers l’analyse d’une possible réduction/utilisation de l’Histoire, nous insisterons – à l’aide d’exemples concrets – sur quelques contraintes qui ponctuent fréquemment le partenariat entre l’historien indépendant et le ministère des Affaires indiennes.

Cecil Chabot / Incompatibilité apparente, compatibilité réelle des versions autochtones et des versions occidentales de l’histoire : l’exemple cri

Some anthropologists have suggested that all attempts to harmonize Amerindian and Euroamerican understandings of the past will necessarily lead to the end of history as recounted by Amerindians (Sylvie Vincent 2002), that writing “a history that tries to find a correspondence between the full body of oral tradition and the archival records would only destroy what is left of Cree notions of their past” (Toby Morantz 2001), or that the “question of which versions are ‘correct may be less interesting than what each story reveals about the cultural values of its narrator” (Julie Cruikshank 1996). Their important contributions highlight the problems of merely sifting through Amerindian oral traditions for facts that can be plugged into Euroamerican historiography and the challenges of ensuring that Amerindian understandings of the past are preserved and understood in their integrity. Shifting emphasis

from questions of historical fact and accuracy to equally important questions of historical perspective, however, does not satisfy historians interested in the former or courts of law that are presented with evidence from Amerindian oral traditions and Euroamerican historiography. Of equal concern, however, is the problematic emphasis on a certain form of cultural continuity that can in fact lead to cultural discontinuity.

Insofar as they seek to cultivate, refine and transmit an accurate “understanding,” members of any culture will be open to all sources and means that might serve this purpose. Although they may express their revised or refined understanding within and by means of their own cultural norms, they seek, above all, to be well formed and informed, to be *cultured*. Each new understanding, moreover, modifies the cultural context and norms within which the culture’s participants express it. They may wish to preserve an exact copy of the understanding received from their ancestors; yet their goal is not necessarily to perpetuate it strictly as is, but rather, to combine it with the best of other sources in order to rethink and enhance their understandings. The resulting culture may be less or more distinct from others than it was before, but what makes cultures viable and healthy is not their distinctiveness, but their success in cultivating, revising, refining, and transmitting an understanding that reflects the reality of who they have been, who they are and, ultimately, who they *should be*. This is why Cree elder Raphael Wabano suggested that the “native students should be taught [Cree] cultural values with new values that are introduced ... from southern communities ... [and that] a cultural ... centre would help people, both young and old to learn and exchange ideas on moral and cultural values.”

Émilie Ducharme et Brian Gettler / Du Nord canadien au Nord québécois : réflexion sur la provincialisation de l’histoire autochtone

Lors de sa création en tant que province canadienne en 1867, le Québec ne comprenait pas ce qui est actuellement appelé le « Nord du Québec ». Même si cette région a été officiellement intégrée au Canada en 1870 lors de l’achat de la Terre de Rupert, dans les faits elle est longtemps demeurée à l’écart du nouveau pays. Jusqu’à l’époque de la Grande Guerre, des résidents de la région de la Baie James voyageant vers le Sud parlaient d’« aller au Canada ». Avec la lente implantation de services étatiques dans les années 1920 et 1930, le fédéral est devenu l’acteur politique externe prépondérant dans cette région. Ses activités y étaient gérées à Ottawa et à Moose Factory, soit en dehors du territoire québécois. Ce n’est qu’à partir des années 1960 et de la Révolution tranquille que l’État québécois entre en scène, donnant ainsi une cohérence réelle et distincte au Nord du Québec.

Cette communication entend souligner la valeur heuristique du concept de « nords provinciaux » (*provincial norths*), tel que développé par Ken Coates et William Morrison, en ce qui concerne la région de la Baie James pour la période allant de la naissance du Canada jusqu’aux années 1970. Ce concept, qui tend à mettre l’accent sur le caractère commun des régions nordiques des provinces canadiennes face à l’altérité inhérente des régions situées plus au sud, est particulièrement propice à l’analyse des nords québécois et ontarien. À ce titre, nous proposons dans un premier temps une analyse des éléments historiques qui ont lié et qui lient toujours les communautés criées situées en territoire québécois à celles d’Ontario. Nous examinerons ensuite le processus de « provincialisation » de cette région afin de se questionner sur la valeur conceptuelle du « Nord du Québec ».